

# “Pour un Système Commercial au service des Populations et de la Planète Vers un Mandat Alternatif de l'Union européenne en matière de politique commerciale et d'investissement”



## La nécessité d'une autre politique commerciale et d'investissement de l'UE

Depuis 2 ans, des organisations et des activistes sur les questions commerciales en Europe et au Sud ont initié un processus pour travailler ensemble « Pour un autre mandat de l'Union européenne en matière commerciale ». Après de larges consultations et échanges, ce processus atteint une nouvelle étape dans notre lutte.

Jusqu'à présent, le processus a abouti à un document commun (« [Pour un autre mandat de l'Union européenne en matière commerciale](#) ») définissant une première vision de la forme que pourraient prendre d'autres politiques commerciales et d'investissement. Traduit en plusieurs langues, ce document a largement circulé et été discuté à l'occasion d'ateliers tenus en Europe. Ces échanges ont montré l'importance d'approfondir et de coordonner le travail de campagne sur les alternatives mené par les réseaux de la société civile, ainsi que de chercher un plus large soutien à ce processus pour définir un autre mandat en matière de politique commerciale.

## Le processus vers un mandat alternatif en matière de politique commerciale pour l'Union européenne

Après une réunion stratégique importante à Aachen (Allemagne) en janvier 2011, notre objectif est de pousser plus loin la réflexion, d'aller au cœur de la politique commerciale et d'investissement de l'UE pour contester les mandats confiés par le Conseil à la Direction générale du commerce de la Commission, qui sont la base des négociations de libre-échange menées par l'UE.

La politique commerciale et d'investissement de l'UE doit respecter et servir les objectifs en matière de droits humains universels et indivisibles, de travail décent, de démocratie, de justice écologique, d'égalité de genre, de justice entre pays, régions, et de lutte contre la pauvreté. **Nous proposons de développer un processus dynamique de mobilisation et d'interaction entre réseaux européens, qui permette de travailler ensemble sur l'élaboration d'un mandat alternatif en matière commerciale durant les deux prochaines années.** Ce processus cherchera également à intégrer de nouvelles contributions des organisations du Sud relatives aux impacts de la politique commerciale et d'investissement de l'UE et proposant d'autres voies alternatives en matière de développement.

Les objectifs spécifiques de ce projet sont :

- **Susciter une plus grande prise de conscience et un large débat public** sur l'impact de la politique européenne actuelle en matière commerciale et d'investissement au regard des droits sociaux, de l'emploi, du développement, de l'égalité de genre et de l'environnement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Europe.
- **Développer un « Mandat alternatif en matière de politique commerciale et d'investissement pour l'Union européenne »** sur la base d'une large consultation des défenseurs du commerce équitable, des syndicats, des travailleurs migrants, des écologistes, des féministes, des défenseurs des droits humains, du développement, des paysans et tout autre groupe citoyen.
- **Contribuer à construire une alliance européenne** aussi large que possible entre ces groupes pour mener une campagne et mobiliser les populations, les médias, les décideurs politiques afin de débattre de la politique commerciale européenne, ainsi que les alternatives en matière de politique commerciale et d'investissement.
- **Aider à renforcer la solidarité Nord/Sud** et ouvrir un espace pour les groupes de la société civile du Sud afin qu'ils puissent faire entendre leurs préoccupations et intérêts, ainsi que défendre leurs droits dans les politiques commerciales et d'investissement.

## Où en sommes-nous maintenant et que voulons-nous faire?

Ces objectifs devront être atteints à travers des consultations thématiques avec les acteurs clés de la société civile, la compilation du Mandat avec d'autres documents, la construction d'une alliance entre les mouvements européens, le renforcement des liens avec les campagnes menées au Sud, l'élaboration d'un site Internet, la valorisation des campagnes visant à promouvoir des alternatives en matière de politique commerciale et d'investissement ainsi que la recherche de ressources pour soutenir ce projet.

### 1. Les consultations thématiques:

Les consultations thématiques vont nous permettre de nouer de nouveaux contacts avec différents acteurs de la société civile européenne, à la fois pour partager et engager leur expertise et rassembler leurs préoccupations et intérêts sur des domaines et aspects spécifiques des politiques commerciale et d'investissement de l'Europe. Quatre consultations

concrètes sont déjà prévues sur a) les matières premières, la consommation et le climat; b) les droits humains, les droits du travail, et les questions de migration; c) l'alimentation et l'agriculture; et d) la démocratie en matière de politiques commerciales et d'investissement. Toutes ces consultations se tiendront entre juin 2011 et juin 2012. **Les résultats de ces consultations seront la base pour définir un Mandat Alternatif en matière de politique commerciale et d'investissement pour l'Union européenne.** Les consultations impliqueront idéalement des acteurs de différents pays européens.

## 2. Le processus d'écriture des documents principaux

Un groupe d'écriture s'est constitué qui, tout d'abord, est en charge d'élaborer une première écriture du **Mandat Alternatif en matière de politique commerciale et d'investissement pour l'Union européenne**, à partir des principes déjà développés dans la première version du texte (« Pour un autre mandat de l'Union européenne en matière commerciale ») et des documents issus des consultations thématiques

## 3. La campagne

Le processus d'élargissement à différents acteurs de la société civile et les consultations thématiques permettront de faire connaître le projet plus largement et de lui garantir ainsi une base solide de soutien et de participation. Les acteurs impliqués dans ce processus formeront une alliance pour mener campagne et mobiliser un soutien public pour une transformation complète de la politique commerciale et d'investissement de l'UE. Un des moments-clés de cette campagne sera l'élection du Parlement européen en 2014.

## 4. Le site Internet:

Un site Internet sera mis en place et sera l'un des outils principaux de la coordination, des échanges et de la visibilité du projet pour la campagne et susciter une plus grande prise de conscience sur ces questions.

## Comment pouvez-vous vous impliquer et contribuer?

Le processus du Mandat Alternatif en matière commerciale est ouvert à tous les groupes et individus qui veulent changer la politique commerciale et d'investissement menée actuellement par l'UE pour que celle-ci soit au service des populations et de la planète. Peu importe si vous souhaitez juste être tenus informés régulièrement, si vous voulez soutenir le processus de manière indirecte ou si souhaitez y être plus actif : Faites-le nous savoir!

Vous pouvez **recevoir des informations régulières** sur l'état d'avancement du processus, vous pouvez **rejoindre un des groupes de travail** (par exemple ceux organisant les consultations ou celui en charge du processus d'écriture). Si vous avez une proposition qui ne figure pas dans le processus mais qui vous semble pertinente à intégrer, une idée relative aux questions commerciales qu'il ne faudrait pas manquer, une campagne, un atelier, une action, etc. - essayons d'intégrer tout ceci ensemble.

Le processus pour un Mandat alternatif en matière commerciale sera ce que les gens comme vous en feront – n'hésitez donc pas à venir nous rejoindre!

Pour rester en contact: [info@s2bnetwork.org](mailto:info@s2bnetwork.org)

### Organisations ou réseaux qui ont activement soutenu le processus:

Africa Europe Faith Justice Network, Attac Germany, France, Spain and Austria, Campagna per la Riforma della Banca Mondiale, Colibri, Corporate Europe Observatory, Ecologistas en Acción, European Coordination Via Campesina, Fair Trade Advocacy Office, FAIR, FIAN Germany and FIAN International, Friends of the Earth Europe, MISEREOR, Oxfam Germany, Oxfam Solidarité-Solidariteit (Belgium), the Seattle-to-Brussels Network, SOLIDAR, Terra Nuova/Europafrika Campaign, Transnational Institute, Wide network and World Development Movement.

A la réunion stratégique de janvier 2011, les organisations suivantes ont également participé: Aitec, AK Europa, Arbeitsgemeinschaft Bäuerliche Landwirtschaft, Coalition of Flemish North-South Movement 11.11.11., Comhlamh, CFMW & Transnational Migrant Platform (TMP), CSC, EED, European Milk Board (EMB), Heinrich Böll Stiftung, Philippinenbüro im Asienhaus, Platform DSE, Rosa Luxemburg Stiftung, SETEM, Supermacht.nl, Traidcraft, Transfair, Xarxa de Consum and Solidari.